17 décembre 2015

Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 9 juin 2015 en vue de l'ouverture d'un crédit de 6 410 700 francs destiné à la végétalisation du domaine public.

Rapport de M^{me} Patricia Richard.

Préambule

Cette proposition a été renvoyée à la commission de l'aménagement et de l'environnement le 15 septembre 2015; elle a été traitée sous la présidence de M^{me} Sandrine Burger les 13 octobre, 3 et 17 novembre 2015. La rapporteuse remercie le procès-verbaliste M. Christophe Vuilleumier pour la qualité de ses notes.

Séance du 13 octobre 2015

Audition de M. Guillaume Barazzone, conseiller administratif chargé du département de l'environnement urbain et de la sécurité, accompagné de M. Daniel Oertli, chef du Service des espaces verts, de M. Olivier Robert, adjoint de direction responsable du bureau d'étude, de M^{me} Caroline Paquet-Vannier, dendrologue au Service des espaces verts, et de M. Lucien Scherly, collaborateur personnel du magistrat

Le magistrat rappelle que la ville est dense et abrite 52 espaces verts. Les pics de pollution régulièrement dépassés à Genève entraînent des problèmes de santé publique et de nombreuses associations de quartier réclament davantage de végétalisation, avec des micro-espaces verts.

Les végétaux captent les microparticules de l'air et permettent de diminuer la pollution en améliorant la qualité de vie des habitants, tout en ayant une incidence sur la baisse de température, qui réduit la consommation d'énergie l'été.

Cette proposition émane du Conseil administratif et s'inscrit dans la politique environnementale annoncée par la maire. Elle suit celle déposée par M. Tornare en 2010, permettant au Service des espaces verts (SEVE) de travailler sur plusieurs années, en continuant à améliorer le patrimoine végétal sur six ans.

Un inventaire exhaustif a été réalisé afin de connaître le patrimoine arborisé, et de planifier le renouvellement des arbres à long terme.

Des experts externes ont été engagés lorsqu'il s'agit d'abattage d'arbres, puisque les avis du service sont souvent contestés. Ils ont également sécurisé des

arbres, l'abattage étant le dernier recours. Le SEVE est à présent à la hauteur de n'importe quel service professionnel.

Les parcs évoluent dans le temps et le SEVE a mis en place sur le long terme un plan de gestion, avec celui des forêts. Le premier crédit a également servi à acheter 280 arbres pour remplacer ceux en fin de vie.

Les travaux relevant du Service du génie civil ne peuvent être menés sur les budgets d'entretien du SEVE. Les micocouliers de la rue de la Croix-Rouge n'auraient pas pu être replantés sans la proposition PR-707 votée en 2010.

Jadis le service était composé uniquement d'horticulteurs, alors qu'à présent il possède un bureau d'étude, nous informe M. Oertli. Cette modification est fondamentale, mais le service n'a pas de budget d'entretien comme celui de M. Pagani, ce qui les oblige à déposer cette proposition pour pouvoir continuer les travaux entamés, soit sécuriser les arbres existants, renouveler des tronçons végétalisés, et végétaliser des espaces qui ont été bétonnés par le passé afin de répondre aux nombreuses associations d'habitants de quartier dont celles des Pâquis, particulièrement demandeuses.

Ils travaillent en coordination avec d'autres services, dont les SIG, le sous-sol étant souvent parcouru de multiples canalisations empêchant de planter des arbres. Les lignes aériennes sont également des contraintes. Les distances aux façades doivent également être respectées. La ville est scindée en 16 secteurs.

Chaque nouvel arbre planté est le travail du Service du génie civil le plus cher, alors que la plantation est le dernier acte, mais l'effort doit durer cinq ans après le plantage, car le jeune arbre a besoin d'un entretien soutenu en début de vie.

Les emplacements n'ayant pas été faits de manière très judicieuse dans le passé, le SEVE doit intervenir davantage sur ces sites afin de prolonger la vie des arbres existants. Un arbre contre une place de parking verra le sol se compacter et ses racines s'étouffer. Protéger les arbres revient donc à protéger les piétons qui pourraient s'encouler sur les racines.

Soixante lieux ont été identifiés afin de remplacer le bitume par de la verdure, pour un total de 3500 m². La place des Charmilles avait été complètement goudronnée sans aucune raison, or depuis ce printemps une végétalisation précultivée a remplacé le goudron.

Le SEVE gère également les bacs dans les lieux ne permettant pas des plantations; certains sont dans un état lamentable et ont bien besoin d'être remplacés.

Questions et réponses

Même si Genève est un excellent élève en Europe en matière d'espaces verts et de parcs, certains quartiers sont gris, très bétonnés. Il s'agit d'une politique publique à l'égard des générations futures.

Aucune place de parking ne sera supprimée, mais elles seront redessinées afin de vivre en bonne relation avec les arbres.

Les essences choisies consomment peu d'eau; toutes les villes en tiennent compte.

La gestion différenciée établie en ville est plutôt en faveur du SEVE qui, bénéficiant d'une marge de manœuvre, arrivera à gérer sans problème un plus grand nombre d'arbres à entretenir; le Conseil municipal a voté trois postes supplémentaires il y a deux ans.

Le Conseil administratif a voté à l'unanimité cette proposition, alors même si certains conseillers municipaux ne sont pas convaincus que des arbres supplémentaires permettent de diminuer la chaleur dans les quartiers, le Conseil administratif l'est. (*Note de la rapporteuse: les arbres génèrent de l'ombre.*)

M. Tornare avait imaginé ce système de travail dans le temps, puisque la nature est changeante. Les micocouliers de la Croix-Rouge n'étaient pas censés tomber, mais c'est la nature qui commande.

Le budget d'Urbanature était de 700 000 francs.

La Ville obligera toute entreprise faisant des travaux sur une surface végétalisée à remplacer la végétation.

L'état phytosanitaire des arbres s'améliore au fur et à mesure des travaux et du remplacement.

Les seuls mandats donnés en extérieur sont les expertises; le SEVE n'a pas besoin pour le moment de poste supplémentaire, grâce à cette proposition et à la proposition PR-707.

Il est prévu de remplacer les bacs en fin de vie dans cette proposition, mais aussi d'en mettre des supplémentaires dans des quartiers manquant de végétaux et de surface de plantation, ainsi qu'en périphérie. Ils comprennent une réserve d'eau qui diminue la fréquence d'arrosage.

Le minimum vital pour les racines d'un arbre autonome est de 9 m³.

Les nouveaux arbres n'ont pas encore développé leur ramure, mais cela va venir.

La Ville porte plainte chaque semaine pour les dégâts infligés à l'Horloge fleurie. Elle est consciente des nombreuses incivilités de la population et met tout en œuvre afin de sécuriser les pourtours des arbres, pour cela elle a besoin de moyens financiers, c'est pourquoi le magistrat nous est reconnaissant de voter cette proposition acceptée à l'unanimité par la commission.

La végétation à la place des Charmilles est généralement placée sur les toitures, car elle consomme très peu d'eau, raison pour laquelle elle a été choisie.

Le magistrat nous informe que, si cette proposition n'est pas votée, le SEVE ne pourra plus assurer certaines missions.

Le crédit de la proposition PR-707 a permis de planter 170 arbres.

Un comité de pilotage établit les sites dans l'ordre de priorité de remplacement des arbres malades, puis définit les lieux où l'on peut placer des nouvelles plantations, selon l'état d'encombrement des sous-sol.

Le solde d'analyse des 16 secteurs sera fini dans trois ans avec cette proposition.

La pose d'arrosage automatique dans de nombreux secteurs est compris dans cette propositions, qui permettra de simplifier le travail du SEVE.

Cette proposition n'a pas pour vocation de revoir l'ensemble de l'aménagement d'une rue, mais de créer une arborisation bien choisie et bien placée.

Le propriétaire d'un arbre se doit de l'inventorier, il n'y a donc pas de doublon avec l'Etat.

Ce projet apparaît dans le 10^e PFI en page 58 sous «entretien du patrimoine boisé et achat de bac». De plus, c'est le département des finances qui procède aux calculs des intérêts intercalaires.

Les coûts de fonctionnement sont compris dans le budget 2016.

Cette proposition ne porte pas sur l'aménagement du plateau de Champel, ni sur Plainpalais. Elle devrait permettre de planter 300 arbres par année.

Séance du 3 novembre 2015

Suite aux nombreuses questions posées la semaine précédente, M. Oertli nous informe qu'il n'est pas facile de faire un bilan précis du nombre d'arbres plantés, car certains sont mis en terre en tant que plantes et deviennent des arbres avec le temps, mais le nombre d'arbres sur le territoire de la commune est connu.

Il serait intéressant de comparer des photos aériennes pour évaluer le degré de couverture des arbres d'une année à l'autre.

Le projet s'affinera dans le temps en fonction des contraintes qui pourraient apparaître.

Les chantiers d'alignements étant les plus onéreux, ils seront limités.

La liste qui nous est remise est indicative et suite à l'analyse des secteurs elle peut évoluer.

Certaines essences ont été abandonnées car elles végètent, comme le hêtre qui se meurt en ville, alors que le chêne s'y complaît.

De nombreuses associations sont venues demander de l'aide à la Ville dans le cadre des potagers urbains; cette dernière apporte un soutien technique et scientifique pour les sites de Saint-Jean et Beaulieu. La Ville a distribué gratuitement 255 graines à la population.

La Ville a pris les devants de la motion sur les alignements historiques en réalisant les alignements patrimoniaux, sur la base des documents d'époque, avec la Commission des monuments, de la nature et des sites.

Les alignements du parc des Bastions vont être refaits avec des matières argilo-calcaires qui respectent la dimension historique des lieux.

Une augmentation de 5 millions sur le budget du SEVE ne suffirait pas à remplacer cette proposition; certains travaux relevant du Service du génie civil, ils sont très lourds et chers. Certains résultent des demandes de notre Conseil municipal. Le SEVE n'a pas de budget de fonctionnement, contrairement à d'autres services, et leurs besoins ne sont que ponctuels contrairement à l'aménagement.

Cette proposition ne comprend pas le plan stratégie de végétalisation, elle comprend les activités habituelles du SEVE, mais le SEVE pourra à l'avenir être impliqué dans les PLQ.

La végétalisation des surfaces minérales sont intégrées dans ce plan stratégique; de nouvelles propositions viendront sans doute avec ce plan.

Le SEVE est systématiquement intégré aux projets du département de l'aménagement, mais toutes ses propositions ne sont pas forcément retenues.

Le SEVE a évolué, il peut aujourd'hui planifier alors qu'avant il se contentait de gérer, raison pour laquelle ce service ne présentait pas de proposition au Conseil municipal.

Cette proposition permet une gestion différenciée afin de pouvoir respecter les budgets.

L'abattage d'un arbre est l'«ultima ratio», mais de plus en plus de gens qui trébuchent sur une racine font des tentatives de procès à la Ville; certains arbres aux Bastions ont défoncé le bitume; il est nécessaire d'agir vite, pour l'état sanitaire des arbres autant que pour le promeneur. De plus, faire les soins racinaires en amont permet bien souvent d'éviter l'abattage, qui est en bout de route validé par le Canton.

Séance du 17 novembre 2015

Audition de M. Christian Pfyffer, président de la commission du personnel du SEVE, de M^{me} Francine Dey-Besse, secrétaire de cette commission, et de M. Daniel Christen, membre de la commission du SEVE

La commission du personnel du SEVE n'a pas vraiment de lien avec le syndicat SSP qui est très actif; ils ont été élus tacitement et ont commencé il y a quatre ans.

Les sociétés privées sont intervenues de tout temps, sous mandat, cela n'est pas nouveau.

Les emplois de solidarité ont été sollicités pour le projet Urbanature; il assureraient l'arrosage.

La commission n'a jamais su quel était le nombre de postes de terrain du SEVE, mais dans l'ensemble il semble se maintenir.

La voirie ayant repris le nettoyage de certaines zones dans les parcs, 24 postes ont été transférés, les aides jardiniers ont été maintenus, mais la collaboration sur le terrain doit être développée.

Le personnel ne sait pas à quoi s'en tenir concernant ce projet, mais s'il pouvait choisir les essences dans les bacs, ce serait préférable. Ils ignorent l'étendue du projet.

Le personnel du SEVE ne va pas en rajeunissant, ils verront donc le moment venu comment faire face avec cette proposition. Ils remarquent néanmoins que l'arrosage automatique ainsi que les réservoirs dans les nouveaux bacs leur facilitera la vie.

Ils précisent que le SEVE a reçu une magnifique machine afin de compenser le départ d'un employé placé par l'AI.

L'usure du personnel est due à la nature de son travail, dehors par tous les temps, le chaud, le froid, etc. Il serait nécessaire de rajeunir un peu les équipes.

Il est possible de faire des heures supplémentaire au SEVE, arroser les plantes dans les serres le dimanche, mais ils peuvent les récupérer lorsqu'ils le souhaitent, il n'y a donc jamais d'heures supplémentaires en fin d'année.

Les personnes placées par le chômage sont encadrées et ne posent aucun problème.

La gestion différenciée ne pose aucun problème aux collaborateurs du SEVE.

C'est une première pour la commission du personnel d'être convoquée devant une commission de notre Conseil; avant aujourd'hui, ils ne savaient pas ce qu'était une proposition et ne s'en préoccupaient pas (ce qui conforte les déclarations de M. Barazzone).

Cette proposition est prévue en partie pour du génie civil et il n'est pas rare de devoir refaire un bout de canalisation ou de chaussée pour protéger un arbre.

Discussion et vote

Un commissaire propose d'auditionner les syndicats, ce qui est refusé par 6 non contre 5 oui et 2 abstentions.

Le Mouvement citoyens genevois votera cette proposition qui ne peut entraîner que du bien pour la Ville de Genève.

Le Parti libéral-radical votera également cette proposition qui va simplifier la vie du SEVE.

Les socialistes refuseront, car cette proposition comporte des zones d'ombre importantes. C'est un chèque en vert pour le magistrat.

Ensemble à gauche s'abstiendra; le groupe partage les arguments socialistes, mais ajoute que demander un crédit pour plusieurs années afin d'engager du personnel sous-payé n'est pas acceptable.

Le Parti démocrate-chrétien est choqué par les propos d'Ensemble à gauche. Quant au fait de proposer un crédit sur plusieurs années, il rappelle que c'est M. Tornare, magistrat socialiste, qui en son temps avait introduit cette pratique. Il votera cette proposition pour avoir une ville agréable à vivre.

La présidente passe au vote de cette proposition qui est acceptée par 7 oui (2 MCG, 3 LR, 2 DC) contre 4 non (S) et 2 abstentions (1 EàG, 1 Ve).

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 6 410 700 francs, destiné à la végétalisation du domaine public de la Ville de Genève.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 6 410 700 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2022 à 2031.

Annexes à consulter sur le site internet:

- calendrier indicatif des travaux
- bilan des arbres abattus et plantés sur la période couverte par la proposition PR-707
- végétalisation de l'espace public